

Allemagne de Weimar à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie ou au Portugal, toutes les grandes mobilisations de masse s'accompagnent, sous une forme ou sous une autre, du développement de ces comités de base si contraires à la « stratégie du XXIIe Congrès ». On ne saurait mieux non plus ignorer que la grande faiblesse d'un mouvement aussi ample que la grève de 1968 a résidé dans l'absence d'auto-organisation des travailleurs.

Rien d'étonnant dès lors que les comités d'ateliers, dont il avait été abondamment question lors de la rupture de l'Union de la gauche, aient disparu de la résolution du XXIIIe Congrès. Le PCF ne veut pas d'organismes qui puissent permettre aux salariés de créer leur propre mode de souveraineté. Le PCF veut développer, avant tout, son « activité spécifique ». Il n'entend tolérer qu'une multiplicité d'organismes diversifiés, aux objectifs limités et dont *il se réserve d'être la seule expression politique*. Ainsi en va-t-il du mouvement des femmes : le parti qui se veut « parti de la libération des femmes » refuse, dans son document politique, d'envisager seulement si l'oppression spécifique des femmes ne rend pas nécessaire des formes d'organisation autonome ; et, dans la pratique courante, il n'a qu'insultes et calomnies pour celles qui mènent un combat conséquent dans ce sens.

Derrière cette grande pensée de l'équipe dirigeante du PC, on peut retrouver deux préoccupations majeures. L'une est ancienne et pourrait être illustrée par dix rappels des pratiques passées du parti : aucun mouvement de masse n'est tolérable s'il n'est contrôlé dans ses moindres manifestations. L'autre est plus récente et traduit une volonté d'adapter Gramsci à la mode libérale-communiste française : puisque, dans les sociétés capitalistes développées, la société civile est fortement organisée, avant de se risquer à participer à un gouvernement de gauche, le PCF doit d'abord étendre ses tentacules dans tous les milieux ; c'est à ce prix qu'il créera un rapport de forces électoral en sa faveur.

Déjà fortement mise à mal par Togliatti et Berlinguer, la pensée révolutionnaire d'Antonio Gramsci ne méritait pas ce coup de pied de l'âne.

## L'URSS et eux

Il est normal que, dans ce contexte de raidissement et de repliement sur soi, la question de l'Union soviétique vienne au

premier plan des débats. On sait comment y répond le document du XXIIIe Congrès : « Le bilan des pays socialistes est globalement positif ». Formule absurde qui permet d'évacuer toute analyse sérieuse de la réalité de l'URSS, de la Chine ou de tout autre Etat s'affirmant socialiste. Formule dangereuse aussi car elle permet de mettre sous la table les critiques de la répression interne ou de la politique extérieure de grandes puissance menée par Moscou comme par Pékin : d'avance ces critiques sont réduites à des bavures qui souillent sans le dénaturer le tableau grandiose de la croissance économique et de la lutte pour la paix.

La tentation est grande, face à cette palinodie, d'évoquer la mémoire de Vychinsky, procureur des procès de Moscou. Pour confondre un des accusés qui, dans un sursaut, avait nié en séance publique les accusations mensongères qu'on voulait lui faire reconnaître, le sinistre personnage avait demandé une suspension de séance (que s'était-il passé pendant ce temps ?) puis, à la reprise, avait sorti la kyrielle de faux témoins caractéristiques de la justice stalinienne – jusqu'à ce que l'accusé renonce à ses dénégations. Avec un sourire satisfait, Vychinsky avait alors proféré : « Le cercle est refermé ». Le cercle n'était-il pas refermé aussi à l'intérieur du PCF ? Après quelques années de critique ouverte, n'assiste-t-on pas à une régression, à un retour au stalinisme ?

La régression, nul ne le niera (sauf peut-être Francis Cohen ou Claude Frioux, co-auteurs embarrassés de *l'URSS et nous* que le préambule de thèses classe parmi les apports à l'élaboration du parti mais dont les jugements, pourtant tempérés, ne sont plus guère développés à titre officiel), mais le problème des rapports du PCF avec le stalinisme ne peut être résolu à partir de contestations superficielles. Stalinien, le parti de Maurice Thorez, Waldeck Rochet et Georges Marchais l'a été parce que sa pratique politique et sa stratégie étaient fondamentalement déterminées par l'obéissance à la politique internationale de la bureaucratie soviétique. L'organisation interne du parti, ses rapports avec les masses et l'idéologie qui voilait l'ensemble étaient le produit de cette sujétion.

Au cours des années soixante, sous l'influence de l'éclatement du « mouvement communiste mondial », aussi bien que sous la pression des transformations de la société française, le PCF amorça une lente évolution. Celle-ci aboutit, après 1968, au passage de plusieurs seuils : une prise de distance avec l'URSS, dont la prudente condamnation de l'intervention en Tchécoslo-

vaquie marqua le point de départ ; l'élaboration d'un projet réformiste, déterminé et rythmé avant tout par les conditions spécifiques de la France (la signature du programme commun ; la conversion à l'euro-communisme ; le XXIIe Congrès en sont des témoignages).

Dès lors, la politique du Parti communiste français était déterminée prioritairement par le poids des conditions nationales. Ce qui signifiait une rupture de fait avec le stalinisme – rupture dont l'importance et les conséquences furent masquées aux yeux d'observateurs superficiels parce qu'elle s'effectuait sur une base nationale réformiste qui n'exigeait au départ qu'un minimum de transformation de la pratique du parti. Pour que l'on puisse parler sérieusement d'un retour au stalinisme (ou ce qui revient au même, d'une persistance de la « nature » stalinienne du parti), il faudrait démontrer que le PCF a renoncé à son projet réformiste spécifique, qu'il est *d'abord* soumis aux impératifs de la politique soviétique. Rien ne permet de trancher dans ce sens, à moins de faire appel à d'indémontrables pressions secrètes venues de Moscou ou d'accorder une importance décisive à des faits mineurs, comme le silence prolongé sur l'intervention soviétique en Erythrée.

En effet, si l'on va à l'essentiel, si l'on juge le parti par ses prises de position fondamentales et par son action, on est obligé de constater que le Parti communiste français, tout au long du document du XXIIIe Congrès, par exemple, réaffirme constamment son attachement à une voie française au socialisme, qu'il fait montre, dans la question de l'Europe entre autres, d'un nationalisme à toute épreuve :

*« En premier lieu, nous avons définitivement rejeté l'idée dogmatique de reproduire en France un modèle venu d'ailleurs, ou ce qui revient au même, de prendre le contre-pied systématique de ce qui se fait ailleurs. Notre choix est original parce qu'en raison de son passé aussi bien que de sa réalité d'aujourd'hui les conditions de la France sont originales. Le socialisme en France se fera à la française, ou il ne se fera pas ».*

Suit une « condamnation sans appel », encore que toute verbale, de « ce que l'on a pris l'habitude d'appeler le *stalinisme* ». Puis, vient la proclamation qu'il est de « notre devoir d'exprimer publiquement notre désaccord avec des mesures qui attentent aux libertés d'opinion, d'expression ou de création, comme nous avons été amenés à le faire à propos de faits survenus dans les pays socialistes ».

Affirmations bien timides, à coup sûr, et contrebalancées par

la petite phrase sur le « bilan globalement positif », par un long développement sur la « nécessaire solidarité internationale ». La position du PCF est embarrassée et contradictoire. Pourtant, le rejet de « tout modèle » a une signification symbolique énorme dans l'univers bureaucratique où le socialisme a un visage blindé : il implique que le parti qui le formule suivra sa propre ligne, sans accepter que le modèle incarné intervienne de façon décisive. Aussi faut-il bien conclure, que « globalement », le Parti communiste français persiste dans la voie empruntée depuis une dizaine d'années. On ne peut parler en ce qui le concerne de retour au stalinisme, quand bien même les séquelles de son passé stalinien empuantissent encore l'atmosphère, avec une fragrance renouvelée depuis quelques mois.

Car une chose est certaine : le PCF a donné un coup d'arrêt à la déstalinisation à la française qu'il avait amorcée. On ne revient pas sur les critiques formulées mais on n'en avance guère de nouvelles. On se déclare prêts à protester contre la répression, mais lorsque l'occasion se présente de le faire, la discrétion la plus grande devient de mise ; et c'est Marchais refusant de recevoir le fils de Sabata.

Bref, tout se passe comme si la direction centrale du parti avait été frappée par le même magicien qui avait pétrifié le palais de *la Belle au bois dormant* : tous les gestes entrepris sont arrêtés en cours d'accomplissement : seuls quelques concierges ont échappé au sort ; à quatre pattes, ils cherchent à revenir en arrière.

Pourquoi ce gel avant même que le printemps ne soit apparu vraiment ? L'explication la plus couramment fournie renvoie à la résistance d'une fraction importante du parti, de son appareil surtout. Elle contient sans nul doute une bonne part de vérité. Confrontés à la remise en cause en chaîne des certitudes qui, pour les plus anciens d'entre eux, avaient constitué la raison d'être de leur activité, des militants sont saisis de malaise et éprouvent le besoin qu'au moins « on n'aille pas trop loin ».

Notons à ce propos, qu'une récente étude a montré qu'au sein du Parti communiste italien, un pourcentage non négligeable d'adhérents rejetaient plus ou moins les critiques à l'égard de l'Union soviétique. Malgré les différences dans le contexte politique et dans le mode de fonctionnement de l'organisation, on peut faire l'hypothèse que des réactions du même ordre existent, à l'état plus ou moins latent, dans le parti français. En tout cas, il paraît assuré que parmi les permanents,

la volonté de conserver le *statu quo* organisationnel du parti s'accompagne d'une fidélité générale au « camp socialiste ». Rien de plus normal d'ailleurs, car la reconnaissance du modèle soviétique a toujours constitué la pierre de touche du système clos hors duquel bon nombre de bureaucrates ne peuvent respirer.

Toutefois, ce constat ne permet pas de rendre compte des raisons politiques qui ont déterminé la prépondérance récente des éléments les plus conservateurs et le recul de ceux qui poussaient davantage à la critique de l'URSS. Il est certain que le grand débat suscité par l'échec électoral a constitué pour le noyau dirigeant du parti un motif essentiel pour ralentir le rythme des critiques.

En effet, malgré leur diversité et l'imprécision de la plupart d'entre elles, les remarques des militants tendaient à remettre en cause l'autorité de la direction et le bien-fondé de sa démarche politique. C'est ce que ne pouvait tolérer *l'ensemble* du bureau politique. Et il est aisé de comprendre qu'une mise en accusation trop généralisée de l'Union soviétique ouvrirait la porte à des offensives contre tout le passé du « mouvement communiste », contre tout le passé du Parti communiste français. Dès lors que l'on commence à se demander si le socialisme existe vraiment à Moscou, on en vient rapidement à chercher les origines sociales du stalinisme, on est amené à passer au crible la stratégie et le système d'organisation du PCF lui-même. Non seulement on ne peut plus se contenter des « explications » selon lesquelles la seule faute du parti est d'avoir pris, en 1956 un retard dans l'analyse des « manquements à la démocratie » en URSS, mais on est susceptible de commencer à formuler une autre ligne. Là réside le danger principal pour Marchais et ses coéquipiers. Ce risque vaut bien, à leurs yeux, la mise en sourdine de critiques qui, au demeurant, n'étaient pas inspirées par des raisons de principe mais par des considérants tactiques.

C'est la contradiction fondamentale de l'orientation euro-communiste qui se trouve ainsi dévoilée. L'éloignement du modèle soviétique détermine *une crise d'identité* du PCF qui, chaque fois qu'il met en cause un aspect du stalinisme, ouvre une brèche dans le cadre de références grâce auxquelles se maintient sa stabilité interne. Il n'existe pas d'idéologie de remplacement à l'idéologie stalinienne. Seuls des succès pratiques dans la lutte peuvent justifier les abandons des vérités révélées. Mais de tels succès, pour une organisation fondamentalement

réformiste, ne peuvent être obtenus que par le biais d'une collaboration avec les socialistes.

Et ceux-ci profitent au maximum de l'alliance, alors que le Parti communiste stagne ou recule. Stagnation et recul qui ne peuvent qu'être accentués encore si la masse des travailleurs ne voit pas nettement ce qui sépare les deux partis : il est clair qu'il n'y a pas de place pour deux partis réformistes dans un pays et que, dans le cas contraire, les électeurs choisissent celui qui leur semble le plus efficace — le PS en l'occurrence. Le PCF est donc *condamné* à cultiver au maximum ses traits distinctifs, parmi lesquels l'appartenance, même relâchée, au « mouvement communiste international » est essentielle.

Nous touchons là aux aspects externes de la crise d'identité du PCF. Ils sont sans doute les plus importants et expliquent pourquoi a triomphé ces derniers mois dans la direction une ligne moyenne, ligne de compromis probablement, qui, sans renoncer à l'autonomie par rapport à l'URSS, gèle le processus de critiques à son égard.

### L'efficacité de la confusion

A ce stade, il convient de faire le point :

— Le PCF a adopté, depuis 1977, une ligne sectaire par laquelle il tente de rétablir sa prééminence dans le mouvement ouvrier. Tout indique que cette orientation va durer. Les échéances électorales amèneront peut-être un assouplissement de la ligne, une certaine sourdine aux critiques sans mesure du PS, en vue d'aboutir au minimum d'accord que la constitution française rend nécessaire entre les partis qui veulent conquérir une majorité. Mais, aujourd'hui du moins, les plus grandes réticences s'expriment dans la direction communiste à propos de la signature d'un nouveau programme commun ; il n'est donc pas certain que l'alliance soit renouvelée sans sa forme de 1972.

Est-ce à dire que ce repliement sur soi contredit l'évolution amorcée il y a plus de dix ans, la transformation progressive du PCF en un parti réformiste désireux d'investir l'appareil d'Etat national pour y procéder à son changement graduel ? Le PCF aurait-il marqué une rupture dans ce que les trotskystes appellent son « processus de social-démocratisation ? »

Le croire serait méconnaître totalement ce qui détermine l'actuel cours sectaire du Parti communiste français. Ce dernier

cherche à renforcer son emprise sur les mouvements extra-parlementaires. Mais il est clair qu'il ne le fait pas pour passer ensuite à une offensive de masse ; au contraire, il explique sans ambiguïté dans tous ses textes programmatiques que tel n'est pas son objectif. Il veut être assez fort pour que la supériorité électorale des socialistes se limite à quelques points, et assez implanté dans tout le pays pour être en mesure, en cas de désaccord au sein d'un éventuel gouvernement de gauche, de faire un appel limité et contrôlé à « l'opinion des travailleurs ». Les contradictions inhérentes à son orientation lui imposent cette démarche d'écrevisse. Mais il continue à déterminer sa politique en fonction d'une accession au gouvernement *dans le cadre du régime et de ses institutions* — ce qui est la caractéristique première d'une politique réformiste, social-démocrate de type spécial.

— Dans la conjoncture actuelle, l'orientation de la direction du parti s'avère relativement efficace. Elle lui permet au moins de marquer quelques points dans les secteurs les plus touchés par la crise (il en a été ainsi en Lorraine lors des élections cantonales) et de maîtriser temporairement la situation interne de l'organisation : le XXIII<sup>e</sup> Congrès, comme dix-huit de ceux qui l'ont précédé, aura été un congrès où les militants critiques n'auront pu être représentés. De ce dernier résultat, il faut bien entendu rendre responsables d'abord les structures et le fonctionnement antidémocratique du parti. Mais il est aussi nécessaire de comprendre que la ligne d'unité à la base contre les socialistes est accueillie favorablement par beaucoup de militants combattifs qui, déçus par la défaite, cherchent la voie d'une orientation de classe. L'ouverture plus grande des tribunes de discussion (qui jamais n'avaient accueilli tant de contributions) a pu donner l'espoir fallacieux qu'en tout état de cause le débat ferait avancer les choses. Et la confusion ainsi créée permet au *Berufsverbot* politique édicté par la direction de fonctionner efficacement.

Certes, la médaille a un revers : en dehors même des courants critiques plus ou moins délimités, les militants qui s'interrogent anxieusement sur l'avenir ou qui, plus simplement, sont désorientés ou dégoûtés sont légion. La chute du militantisme est considérable dans le PCF, beaucoup de réunions de cellules sont désertées et il est plus que probable qu'après le congrès les départs seront nombreux. Mais c'est là un prix que les dirigeants du parti sont prêts à payer. Leur conception même du « parti de masse », tendant vers le million d'adhérents, est significative :

pour eux, il importe d'abord d'élargir toujours les frontières du parti, en recrutant dans les fêtes, des femmes et des hommes que l'on mettra des mois à intégrer et qui peut-être ne resteront pas organisés ; ainsi peut s'étendre l'influence générale du PCF dont la continuité organisationnelle est assurée par quelques dizaines de milliers de militants seulement.

Est-il besoin de dire que cette conception, en apparence « large », impose à la fois l'étouffement dans l'œuf de tout centre d'opposition au sein du parti et l'élimination des éléments critiques de tous les organismes ayant, aux différents niveaux, une certaine importance dans la politique quotidienne (comités de section, comités fédéraux, en particulier) ?

### Une opposition bien tempérée

Le succès provisoire de la ligne officielle a été facilitée par l'absence de combat sérieux mené par ceux que la presse appelle les contestataires. L'apparition d'opposants attaquant des pans entiers de la politique de leur parti jusque dans les colonnes de la grande presse a été le facteur marquant de l'après-mars 78. Et l'absence de sanctions contre eux a montré clairement que la crise du parti atteignait une grande ampleur, puisque les dirigeants étaient obligés à une modération, toute nouvelle de leur part. Mais des possibilités qui leur étaient offertes, la plupart des militants critiques n'ont profité ni pour mener une bataille politique de fond, ni pour donner à leur contestation une forme cohérente.

Sur le fond politique, seuls, en définitive, des opposants clairement situés à droite *et* à gauche de la ligne officielle ont tenté de proposer une orientation « alternative ». Jean Elleinstein symbolise bien les premiers : il se prononce nettement pour une alliance permanente avec les socialistes, sur la base d'un compromis, justifié théoriquement par la nécessité d'une « troisième voie » historique qui ne serait ni celle de la Révolution russe, ni celle de la social-démocratie. Cette politique a le mérite de poser, face au déchaînement de sectarisme, le problème de l'unité des travailleurs et de leurs organisations. Mais elle le fait dans des termes qui sont en fait plus proches de ceux des partis socialistes que de la tradition communiste. Et, malgré leur diffusion large grâce à une habile utilisation des *médias*, les propositions d'Elleinstein ne rencontrent qu'un écho limité dans le parti, dans la mesure même où elles ne répondent

pas aux questions de stratégie des luttes et d'affrontement avec l'Etat que se pose la majorité des militants.

Du côté de la gauche, ceux qui animent le bulletin *Luttes et Débats* ont développé des perspectives politiques souvent proches de celles des marxistes révolutionnaires, tant en ce qui concerne le combat en France que la critique du stalinisme. Mais leur écho semble dans l'immédiat relativement limité, ce qui n'a rien de surprenant dans l'état actuel du PCF.

En dehors de ces tentatives, la plupart des opposants n'ont guère fait œuvre de clarté. Tous, ou presque, ont fait leur le mythe du XXIIe Congrès. Ils n'ont retenu – ou voulu retenir – que certains aspects de ce congrès. A leurs yeux l'insistance sur la démocratie, la critique portée contre l'URSS ouvraient des voies nouvelles qu'il fallait approfondir. Mais ils n'ont pas vu – ou pas voulu voir – le contenu politique de ce relatif tournant de leurs dirigeants. La voie française au socialisme, c'est d'abord une stratégie réformiste qui ne rendait aux luttes qu'un hommage purement théorique. Accepter globalement le XXIIe Congrès, c'est se rendre incapable d'une réflexion politique constructive sur les perspectives politiques.

On l'a bien vu tout au long des deux dernières années. Le courant althussérien a su, par exemple, formuler des critiques souvent percutantes contre le régime intérieur du parti. Il a mené une bataille pleinement justifiée contre l'abandon de la dictature du prolétariat. Mais il s'est situé au niveau de la défense des principes sans relier dans la démonstration ce qui était relié dans la pratique – à savoir la révision d'un concept de base du marxisme et l'abandon définitif de toute politique révolutionnaire. Là où était nécessaire une attaque précise contre les conceptions développées par le PCF sur la nature de l'Etat, sur les moyens concrets de renverser le pouvoir de classe, sur la transition vers le socialisme ramenée au respect de l'économie de marché, on a procédé à coup d'allusions et de généralisations qui ne recoupaient guère l'expérience des militants. C'était par avance se condamner à un statut d'opposant littéraire.

Du côté des euro-communistes de gauche, la combativité n'a pas été beaucoup plus grande. Ces militants, qui se réclament en général de la méthode de Gramsci, acceptent la démarche de l'approfondissement de la démocratie. Mais ils mettent l'accent sur le contenu de classe de la démocratie et se prononcent pour le développement de l'auto-organisation ouvrière sous toutes ses formes.

Position ambiguë dans la mesure où elle laisse coexister l'acceptation d'une stratégie de réformes graduelles et l'idée de dualité de pouvoir. Au cours de la préparation du XXIIIe Congrès, l'ambiguïté a atteint son comble : aucun des euro-communistes de gauche n'a mené *systématiquement* l'attaque contre les conceptions purement réformistes de la direction et leur conséquence pratique, le rejet de toute forme de comités unitaires, plus généralement de toute politique d'unité ouvrière.

Que l'on s'entende bien : ni la détermination personnelle de la plupart des contestataires, ni l'intérêt très grand de leurs écrits ne sont en cause ici. Par contre, leur incapacité à passer de la critique théorique à la mise en cause des fondements de la ligne du parti et, par ce biais, à la définition d'une orientation politique concrète reste un problème. Les militants critiques — et ce n'est pas seulement parce qu'ils appartiennent en général aux milieux intellectuels — semblent admettre implicitement que la bataille d'idées peut suffire à réorienter le PCF.

Leur opposition au stalinisme ne s'est pas traduite par une compréhension de la stalinisation historique de leur parti. Attachés à leur organisation, ce qui est légitime, conscients de son indéniable impact de masse, ils ne remettent pas en question la formule magique qui fait du Parti communiste français « le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ». De ce fait, ils sous-estiment radicalement la nécessité de démanteler l'appareil bureaucratique qui, à l'intérieur de l'organisation de masse qu'est le parti, défend des intérêts qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière.

Cette incapacité à aborder l'ensemble des problèmes stratégiques fondamentaux, cette illusion sur le redressement du parti par la simple lutte d'idées amènent à un grave manque à gagner du point de vue des intérêts révolutionnaires. Il n'était pas possible, entre novembre 1977 et le XXIIIe Congrès, de battre la direction du parti. Il était possible par contre de jeter les bases d'un regroupement oppositionnel qui, en organisant un débat authentique, pose clairement les données du combat à mener dans le PCF.

La tâche reste à accomplir !

## Un optimisme fondé

Au premier examen, le pessimisme semble de rigueur : la direction du PCF a les choses bien en main et il n'existe pas

dans l'immédiat d'obstacle majeur à ce qu'elle poursuive son aberrante politique. Cependant, une étude un peu plus approfondie commande un optimisme raisonnable.

En premier lieu, le délire sectaire de Georges Marchais et de ses camarades a l'inconvénient fondamental d'être en absolue contradiction avec ce qu'exige la situation : au moment où il faut contrer l'offensive gouvernementale par une action générale des travailleurs, l'organisation de la division est criminelle et risque d'avoir des conséquences catastrophiques. Aucun parti, aussi rusés et expérimentés en manœuvres bureaucratiques que soient ses dirigeants, ne peut impunément mener une telle politique sans que les conséquences ne s'en fassent ressentir sur les rapports qu'il entretient avec les masses.

Mais il faut surtout prendre en compte l'état réel du parti. Le noyau dirigeant a pu contrôler pour l'essentiel la préparation du XXIIIe Congrès. Mais il a été incapable d'empêcher un débat de se dérouler. Dans la tribune de discussion de *l'Humanité* et de *France nouvelle* (Staline sait pourtant que les contributions y sont soigneusement filtrées et présentées de façon à ce que chaque critique reçoive promptement réponse), plusieurs des thèmes essentiels de la stratégie révolutionnaire ont été abordés. Citons à titre d'exemple : le programme commun a-t-il constitué un obstacle aux luttes ? L'unité doit-elle se faire à la base seulement ? La « nature » du Parti socialiste exclut-elle l'unité d'action ? Est-il sensé de parler de « bilan globalement positif » de l'URSS ?, etc.

Bien entendu, les articles publiés reflétaient souvent une grande confusion politique et les prises de position en faveur d'une politique de classe étaient obscurcies par un sectarisme profond. Pouvait-il en être différemment, alors que toute réflexion qui ne confonde le Front unique ni avec l'alliance électorale sans principes, ni avec l'union à la base, toute compréhension du stalinisme exige une formation politique dont, par force, sont dépourvus les militants du PCF ?

L'important est que le débat ait commencé, non seulement dans les milieux intellectuels mais dans toutes les sphères du parti. L'important aussi est que l'esprit critique se généralise, qu'il soit devenu monnaie courante de ne pas tout accepter inconditionnellement de la direction, qu'au contraire il devienne normal de contredire celle-ci. Tout cela est révélateur d'une *crise profonde* du Parti communiste français. Crise d'orientation politique, crise des rapports entre militants et dirigeants.

Cette crise n'en est qu'à ses débuts et il convient de se garder

de toute évaluation simpliste de ses perspectives de développement. Dans son rythme comme dans les formes qu'elle revêtira, elle sera plus lente et plus complexe que ne pourrait le laisser supposer l'immensité des contradictions qui opposent la politique des dirigeants du PCF et les intérêts généraux des travailleurs.

Certes, en France et en Europe, la période se caractérise par une instabilité profonde des rapports entre les classes, par un ébranlement, dans beaucoup de pays, des institutions bourgeoises, par le maintien d'un grand potentiel de combativité ouvrière. On est donc enclin à faire un pronostic optimiste sur la possibilité générale d'aiguinement des contradictions sociales, d'affrontements majeurs entre les classes et donc, pour en revenir au PCF, d'ébranlement des organisations bureaucratiques qui ne peuvent maintenir leur hégémonie que dans les périodes de basses eaux de la combativité prolétarienne. Un tel diagnostic est pleinement justifié par la profondeur de la crise des sociétés européennes. Mais il constitue seulement une appréciation générale des perspectives de développement dans les années à venir. Il permet de comprendre la tendance générale de la période. Il n'implique pas directement une connaissance des *phases* précises de la lutte des classes, montées et reculs temporaires que détermine l'issue des heurts conjoncturels entre les forces sociales en présence.

Les révolutionnaires, s'ils veulent dépasser le stade des affirmations propagandistes, ne peuvent se limiter à constater les tendances générales de la période. Ils doivent aussi se montrer capables, non pas de faire des prévisions détaillées — toujours sujettes à caution — mais de prendre en compte *la totalité des facteurs qui favorisent ou retardent la prise de conscience politique des travailleurs les plus combattifs*. L'exemple des luttes récentes en France peut permettre d'éclairer ces propos généraux. Depuis mars 78, de nombreux mouvements se sont déroulés, atteignant une ampleur exceptionnelle dans la sidérurgie. Ils montrent que les travailleurs sont décidés à résister à l'attaque du patronat et de l'Etat, en utilisant, s'il le faut, la violence collective.

Mais, pour faire reculer la classe dominante, une offensive générale aboutissant à une remise en cause de l'existence de l'actuel pouvoir est absolument nécessaire. L'ampleur de cet enjeu détermine chez les travailleurs une hésitation devant une action d'ampleur nationale, hésitation d'autant plus grande que PS et PC combattent, chacun à sa manière, toute idée d'une lutte de masse contre le gouvernement.

Les conséquences de cette situation doivent être analysées clairement. Les dirigeants réformistes des syndicats et des partis tirent profit de la marge qui, dans le temps, sépare la combativité spontanée des travailleurs, victimes des plans de restructuration capitaliste, et la conscience de la nécessité immédiate d'un mouvement d'ensemble contre le pouvoir, avec tout ce qu'il impliquerait d'auto-organisation ouvrière (comités unitaires, coordinations élues par branche ou par région, conférences de délégués à l'échelon national, etc.). Ce faisant, les Marchais et les Mitterrand, les Séguy et les Maire donnent à la bourgeoisie une marge d'initiative plus grande que ne l'autoriserait sa situation effective. Ils renforcent du même coup l'influence négative qu'ont sur les salariés le cadre contraignant des institutions de l'Etat et le poids d'années de légalisme électoraliste.

On ne peut donc tabler, comme sur l'hypothèse la plus probable, sur une explosion sociale du type Mai-68, qui aboutirait cette fois-ci à un divorce généralisé entre le PS, le PCF et la masse des travailleurs. Il semble plus vraisemblable que les prochaines années seront marquées par *une série* de luttes de grande ampleur (voire même de mouvements de grève prolongée, à l'échelle nationale, déclenchées en dehors des directions en place) suivis de reculs temporaires. La division du front ouvrier, voulue par les états-majors, ne joue pas seulement comme un frein au développement des combats de classe. Elle permet aussi à chacun des partis rivaux de se livrer chaque fois que possible, à une démagogie qui lui permet d'apparaître plus « à gauche » que son concurrent. C'est, par exemple, ce que fait le PCF, à l'heure actuelle, avec sa politique d'union à la base, rythmée de couplets contre la social-démocratie. Il serait vain de croire que ce genre d'attitude est sans conséquences.

Nous sommes, de fait, dans une période où la crise du régime détermine l'apparition d'une avant-garde de travailleurs que leur expérience amène à se différencier dans les luttes de la politique des réformistes. De plus en plus nombreux, des militants de la CGT et du PCF prennent part aux expériences de cette avant-garde, comme le montrent aussi bien les mouvements sociaux récents que la nature des débats préparatoires au XXIIIe Congrès. Un problème demeure posé : le passage de ces travailleurs avancés de l'opposition spontanée, et par là même limitée, à l'opposition politique consciente.

Les révolutionnaires peuvent jouer un rôle considérable dans ce processus de rupture. Dans des conditions différentes de

l'immédiat après-Mai-68, ils peuvent nouer des liens directs avec l'avant-garde, tirer avec elle les leçons collectives de toutes les luttes, même dans les moments de recul relatif. Ils ont la possibilité d'être les coordonateurs et les organisateurs des expériences nécessairement éparses au départ, des divers secteurs de la classe ouvrière.

Mais il faut comprendre aussi que, dans la mesure où les différenciations au sein du mouvement ouvrier s'étaleront sur plusieurs années elles prendront nécessairement la forme de luttes au sein des grandes organisations, du PCF tout particulièrement.

Attachés à leur parti, les militants communistes auront tendance à y poser d'abord les problèmes qui se posent à eux. Le combat qu'ils mèneront, facilité par la permanence des contradictions sociales, aidé par le « libéralisme » forcé de la direction, retardé par l'absence de clarté politique des débats, a une extrême importance pour la prise de conscience des travailleurs les plus avancés. *Les révolutionnaires ont donc un intérêt primordial à aider, par tous les moyens à leur disposition, à la naissance des courants de gauche, clairement orientés sur les questions fondamentales de la stratégie, à l'intérieur du PCF.*

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'escamoter les problèmes politiques, de pratiquer des accommodements programmatiques. Au contraire. Par le débat et l'action commune, on poussera les militants les plus valables du Parti communiste à se prononcer nettement sur les grands thèmes de la politique révolutionnaire : nature de l'Etat et voie révolutionnaire au socialisme, stratégie des luttes ouvrières, auto-organisation des travailleurs, lutte autonome des femmes, analyse du stalinisme, etc. On les amènera ainsi à comprendre que le PCF n'est pas le parti de la classe ouvrière que l'on peut redresser à bon compte mais qu'il faut construire un authentique parti révolutionnaire.

C'est une raison sérieuse d'optimisme que de pouvoir poser, pour la première fois depuis des décennies, une telle perspective en termes réalistes, à partir du constat que la direction du Parti communiste français, malgré son apparente maîtrise de la situation, est plongée dans des contradictions inextricables qui marquent le déclin de son hégémonie sur le mouvement ouvrier.

Denis Berger  
avril 1979